



Assemblée générale

Distr. générale
26 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 18 d) de l'ordre du jour provisoire*

Questions de politique macroéconomique : produits de base

Tendances et perspectives mondiales des produits de base

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport, préparé par le secrétariat de la CNUCED en application de la résolution [74/204](#) de l'Assemblée générale, met en lumière les récentes évolutions et perspectives des principaux marchés de produits de base et analyse les facteurs qui ont contribué aux tendances des cours des produits de base observées en 2020 et début 2021. Il montre que les cours de la plupart des produits de base ont connu une chute brutale au cours des quatre premiers mois de 2020, qui s'explique dans une large mesure par une contraction de la demande déclenchée par les restrictions mises en place pour maîtriser la diffusion de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Cette tendance baissière a été suivie par une hausse des prix pendant le reste de l'année et jusqu'en février 2021 (dernier mois pour lequel des données sont disponibles), en raison de divers facteurs, dont l'affermissement de la demande résultant en partie des mesures de relance budgétaire mises en place en Chine et dans d'autres pays pour stimuler leurs économies, l'assouplissement des restrictions visant à endiguer la pandémie de COVID-19, des conditions météorologiques défavorables et l'augmentation des coûts de fret. Les cours de quelques produits agricoles comme le maïs, le blé, la farine et l'huile de soja et l'huile de palme, de même que les cours de certains métaux dont le cuivre, le nickel et l'argent, ont atteint leurs plus hauts niveaux depuis de nombreuses années. Le rapport passe en revue les stratégies susceptibles d'aider les pays en développement dépendant des produits de base à atténuer leur exposition aux fortes fluctuations des cours observées sur les marchés des produits de base et à atteindre les objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

* [A/76/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport sur les tendances et perspectives mondiales des produits de base a été préparé par le secrétariat de la CNUCED en application de la résolution 74/204 de l'Assemblée générale. Il analyse les évolutions récentes des marchés des produits de base et, en particulier, les tendances des cours et les facteurs qui les déterminent. Les trois principaux groupes de produits de base étudiés sont les suivants : a) les produits de base agricoles et alimentaires, les produits tropicaux destinés à la préparation de boissons, les graines oléagineuses et les huiles végétales, et les matières premières d'origine agricole ; b) les minéraux, minerais et métaux ; c) les sources d'énergie, à savoir le pétrole, le gaz, le charbon et les énergies renouvelables.

2. Le rapport examine également la création de valeur ajoutée, la diversification et l'industrialisation en tant que stratégie de résolution de la volatilité des cours des produits de base et met en lumière les efforts engagés par la CNUCED pour promouvoir la stratégie dans les pays en développement dépendant des produits de base.

II. Évolutions récentes sur les marchés de produits de base

A. Vue d'ensemble

3. En janvier 2020, l'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED¹ s'établissait à 114,2 points tous groupes de produits de base confondus, mais en avril 2020, il avait reculé de près de 36 % à 73,5 points. Cette forte baisse résultait essentiellement de la faiblesse des cours du pétrole brut, dont la pondération est importante dans le sous-groupe des hydrocarbures. En mai 2020, l'indice de l'ensemble des groupes inversait sa tendance pour remonter à 131,9 points en février 2021. Tous les indices secondaires représentant les différents groupes de produits de base ont alors connu une évolution à la hausse.

Figure I

Indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED, tous les groupes

(2015 = 100)



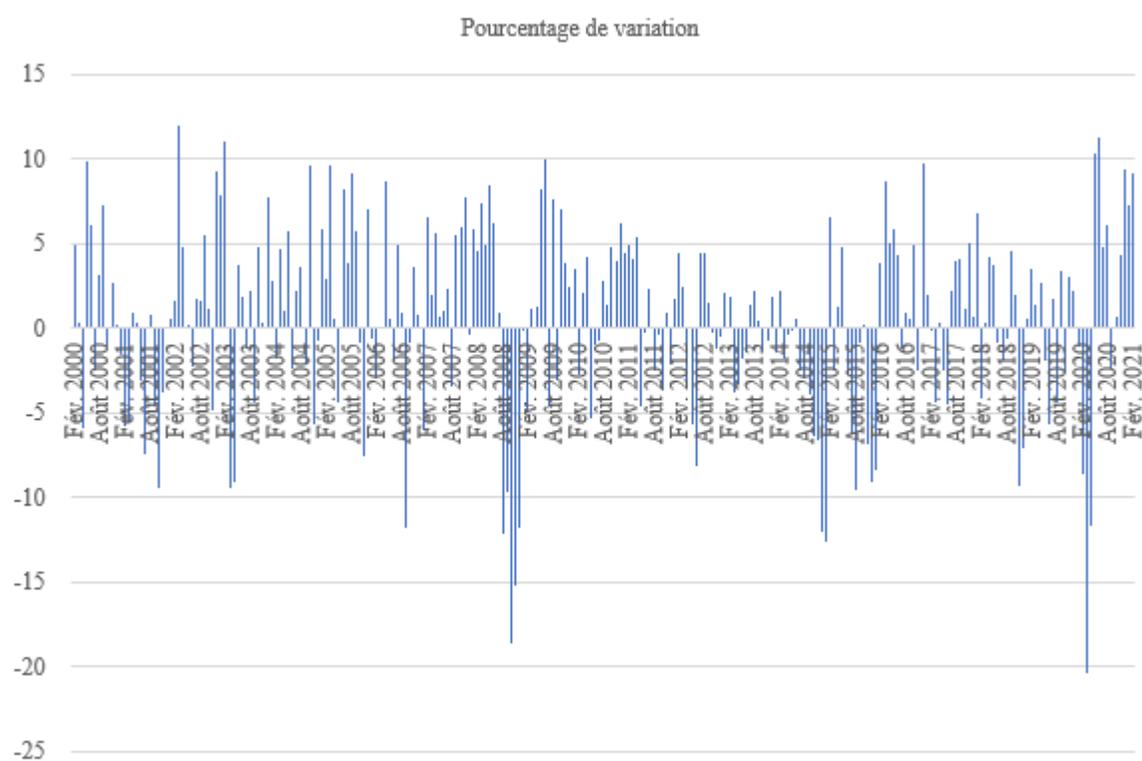
Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED à partir de données UNCTADstat.

¹ L'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED a changé de base en 2015, tandis que de nouveaux produits de base étaient ajoutés à l'ancien indice, ce qui explique l'application de nouvelles pondérations. Le nouvel indice comprend des indices distincts pour le groupe des combustibles et pour un sous-groupe de métaux précieux. Tous les sites Web cités dans le présent rapport ont été consultés en avril 2021.

4. Les variations mensuelles de l'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED pour tous les groupes illustrent l'ampleur des fluctuations des cours des produits de base (voir fig. II). En 2020, l'indice présentait de fortes fluctuations d'un mois sur l'autre, dues à divers facteurs (voir chapitre II). Les variations les plus importantes et les plus faibles ont respectivement été observées en juin (11,32 %) et en mars (-20,3 %). Au cours des deux premiers mois de 2021, les fluctuations mensuelles ont été positives, avec respectivement 7,3 % et 9,2 %, à comparer aux fluctuations négatives de 1,1 % et 8,6 % respectivement pour la période correspondante de 2020. Les chapitres qui suivent détaillent l'évolution des marchés des principaux groupes de produits de base.

Figure II

Fluctuations mensuelles de l'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED, tous les groupes



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED à partir de données UNCTADstat.

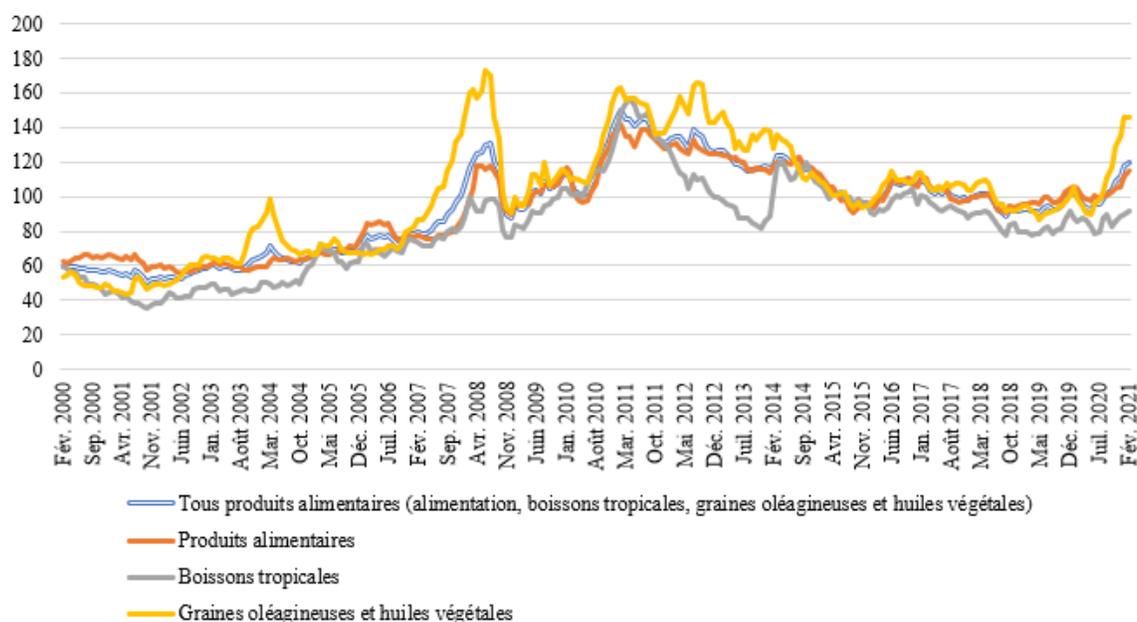
B. Évolution des principaux secteurs de produits de base

1. Produits de base agricoles et alimentaires

5. L'indice des prix des produits alimentaires de la CNUCED s'établissait à 105,4 points en janvier 2020, et avait reculé à 97,6 points en mai 2020. Il a ensuite gagné 17,7 % pour atteindre 114,9 points en février 2021 (voir fig. III). La tendance haussière s'explique dans une large mesure par l'augmentation des prix des produits de base dont la pondération dans le groupe est importante, à savoir le maïs, le riz et le sucre. Au cours des deux premiers mois de 2021, l'indice a progressé de près de 9 % à 114,9 points, soit le niveau le plus élevé en sept ans, et près de 10 % plus haut qu'un an auparavant.

Figure III
Indices des prix d'une sélection de groupes de produits de base

(2015 = 100)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED à partir de données UNCTADstat.

6. Les cours du maïs ont reculé d'un cours moyen de 176,42 dollars par tonne en janvier 2020 à 150,05 dollars en mai 2020, en raison de divers facteurs dont l'abondance de l'offre et les perspectives de récolte satisfaisante en Amérique du Sud, ainsi qu'une contraction de la demande de fabrication d'éthanol à base de maïs et d'aliments pour animaux². La tendance baissière s'est inversée en juin 2020 et les cours sont remontés pour atteindre en moyenne 218,89 dollars par tonne en décembre 2020, en partie du fait d'une forte demande à l'importation et de préoccupations liées à l'offre en raison d'une météorologie défavorable affectant les perspectives de production³. Les cours ont poursuivi leur hausse pendant les deux premiers mois de 2021, pour atteindre un cours moyen de 249,65 dollars par tonne, soit le niveau le plus élevé depuis août 2013 (voir fig. IV). La hausse rapide des cours du maïs début 2021 a été soutenue par une baisse de la production aux États-Unis d'Amérique et la perspective inquiétante d'une chute de la production mondiale en raison de facteurs météorologiques défavorables au Brésil et en Argentine⁴. Selon les prévisions, les cours devraient être soumis à des pressions à la hausse en 2021, en raison d'une forte demande, d'inquiétudes quant au déficit pluviométrique en saison culturale au Brésil et en Argentine et de stocks limités pour l'exportation⁵.

7. Le prix du blé des États-Unis, qui sert de référence internationale (blé roux d'hiver n° 2, prix franco à bord), a baissé, passant de 235,85 dollars par tonne en moyenne en janvier 2020 à 214,88 dollars par tonne en juin 2020 (voir fig. IV). Cette baisse s'explique principalement par l'amélioration des perspectives de production dans un certain nombre de grands pays exportateurs du fait de conditions météorologiques favorables, et par un fléchissement de la demande résultant de la

² Voir <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1273914/icode>.

³ Voir <http://www.fao.org/3/cb2424en/CB2424EN.pdf>.

⁴ Voir www.reuters.com/article/global-grains-idUSL4N2FC1ME.

⁵ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/600717443/maize/2021-03-01.

pandémie de COVID-19⁶. La tendance s'est inversée en juillet 2020, avec une hausse de 15 %, pour atteindre un cours moyen de 270,27 dollars par tonne en décembre 2020, qui s'explique en partie par la combinaison d'une forte demande mondiale et de l'augmentation des incertitudes quant aux perspectives de production en Argentine en raison de la sécheresse⁷. En janvier 2021, les cours ont enregistré une progression de 6,5 % par rapport au mois précédent, à 287,89 dollars, soit leur plus haut niveau depuis décembre 2014, mais ont légèrement fléchi en février en raison de perspectives de production mondiale positives tandis que la demande se tassait⁸. Les cours devraient baisser en 2021 et 2022 avec une forte production, supérieure à la demande, dans les régions productrices clés que sont l'Argentine, l'Union européenne, l'Ukraine et les États-Unis⁹.

8. Le prix du riz thaïlandais, qui sert de référence internationale (riz blanc usiné, 5 % de brisures, prix franco à bord), est passé d'un cours moyen de 451 dollars par tonne en janvier 2020 à 564 dollars par tonne en avril 2020, soit son plus haut niveau depuis janvier 2013 (voir fig. IV). Cette hausse a été en partie suscitée par une forte sécheresse qui a débuté fin 2019 dans les principales régions productrices d'Asie et par une demande élevée des importateurs d'Afrique et d'Asie¹⁰. Cette situation a coïncidé avec des restrictions temporaires à l'exportation mises en place par le Vietnam pour atténuer l'impact potentiel de la pandémie sur l'offre intérieure¹¹. Cette tendance haussière s'est inversée en mai 2020 et, au cours des mois qui ont suivi, les cours ont suivi une progression erratique faite de mouvements successifs à la hausse et à la baisse, pour atteindre un cours moyen de 557 dollars en février 2021. La hausse des cours a été en partie stimulée par la fluctuation de la demande dans un contexte de tension de l'offre, ainsi que par des préoccupations suscitées par une disponibilité limitée des ressources en eau, qui affecte les perspectives de production¹². Selon les prévisions, la production devrait dépasser la consommation au cours de la saison 2021–2022 et les stocks devraient augmenter. Une pression à la baisse des prix est donc probable¹³.

9. Le prix du sucre (moyenne mensuelle des prix journaliers calculés conformément à l'Accord international sur le sucre) a perdu 28 % au cours des quatre premiers mois de 2020, à 10 cents par livre en avril 2020, en grande partie du fait de la chute de la demande au début de la pandémie et d'une baisse de la demande de sucre destiné à la production d'éthanol liée à la chute des cours du pétrole brut (voir fig. IV)¹⁴. Le prix du sucre a rebondi en mai 2020 et gagné 59 %, pour atteindre un prix moyen de 16,2 cents par livre en février 2021. Cette hausse s'explique par des achats soutenus dans un contexte de préoccupation accrue de resserrement de l'offre mondiale en 2020–2021, liée à l'impact de conditions météorologiques défavorables sur la production sucrière au Brésil et en France¹⁵. Récemment, la pénurie mondiale de conteneurs a également contribué à une limitation de l'offre et un resserrement du

⁶ Voir www.feedandgrain.com/news/wheat-falls-on-expected-abundance-of-global-supply.

⁷ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organization) (FAO), « Rapport mensuel sur les tendances des prix alimentaires », Bulletin de Suivi et analyse des prix alimentaires (FPMA) n° 10 (10 décembre 2020).

⁸ Système d'information sur les marchés agricoles, « Market monitor », n° 90 (juillet 2021). Disponible à la page : www.amis-outlook.org/fileadmin/user_upload/amis/docs/Market_monitor/AMIS_Market_Monitor_current.pdf.

⁹ Voir www.agriculture.gov.au/abares/research-topics/agricultural-outlook/crop.

¹⁰ Voir www.cnbc.com/2020/04/08/rice-prices-surge-to-7-year-high-as-coronavirus-sparks-stockpiling.html.

¹¹ Voir www.reuters.com/article/us-vietnam-rice-exports-idUSKCN22A1SN.

¹² Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/1250715308/rice/2021-03-01.

¹³ Ibid.

¹⁴ Voir <https://reliefweb.int/report/world/global-food-commodity-prices-drop-further-april>.

¹⁵ Voir www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr.

marché¹⁶. Selon les prévisions, le prix du sucre devrait augmenter en 2021–2022, en raison d'une consommation supérieure à l'offre, tandis que la pénurie de conteneurs devrait soutenir les prix à court terme¹⁷.

10. Le prix du bœuf d'Australie et de Nouvelle-Zélande (congelé ; coût, assurance et fret) a baissé d'un cours moyen de 5,03 dollars par kilogramme en janvier 2020 à 4,4 dollars par kilogramme en avril 2020. La baisse s'explique en partie par les mesures liées à la pandémie, qui ont entraîné un déclin de la demande mondiale à l'importation et des volumes importants de produits carnés invendus, mais aussi par des goulots d'étranglement logistiques¹⁸. Par la suite, les prix ont évolué de manière erratique, les mouvements à la hausse et à la baisse se succédant pour atteindre un prix moyen de 4,66 dollars par kilogramme en février 2021 (voir fig. IV). La volatilité s'explique en partie par le resserrement de l'offre, suscité par des perturbations de court terme du fonctionnement des unités de transformation en réponse à la réglementation liée à la distanciation physique dans le contexte de la pandémie¹⁹, mais aussi par la réduction des importations de nombreux pays gros importateurs de viande en raison de la baisse des ventes de services alimentaires, de revenus des ménages réduits et d'obstacles logistiques résultant de la crise sanitaire mondiale²⁰. Selon les prévisions, les prix seront soumis à une pression à la hausse en 2021 dans un contexte de reprise de la demande du secteur des services alimentaires, qui se remet des restrictions liées à la pandémie²¹.

11. Les cours de la farine de soja s'établissaient à 362,87 dollars par tonne en moyenne en janvier 2020, mais ont chuté à 339,1 dollars par tonne en mai 2020, avec des fluctuations de court terme dans l'intervalle (voir fig. IV). La hausse des prix au cours de cette période a été largement influencée par des perturbations logistiques liées aux mesures de riposte à la pandémie mises en place dans les ports, qui ont entraîné des perturbations de la chaîne d'approvisionnement²². Par la suite, les prix ont grimpé pendant huit mois consécutifs, pour atteindre un cours moyen de 561,71 dollars par tonne en janvier 2021, soit le niveau le plus élevé en sept ans, avant de fléchir légèrement en février 2021. La rapide hausse des prix s'explique en partie par une demande soutenue de la Chine et le resserrement de l'offre déclenché par des conditions météorologiques défavorables dans des régions de production majeures en Amérique du Sud²³. Selon les prévisions, les cours augmenteront en 2021 en raison du resserrement des marchés et d'une forte contraction des stocks aux États-Unis²⁴.

¹⁶ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/1470831930/sugar/2021-04-01.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ FAO, *Food Outlook: Biannual Report on Global Food Markets – juin 2020* (Rome, 2020).

¹⁹ Voir www.reuters.com/article/us-australia-china-beef/china-halts-beef-imports-from-four-australian-firms-as-covid-19-spat-sours-trade-idUSKBN22O0FB.

²⁰ Voir www.fao.org/3/cb2423en/cb2423en.pdf.

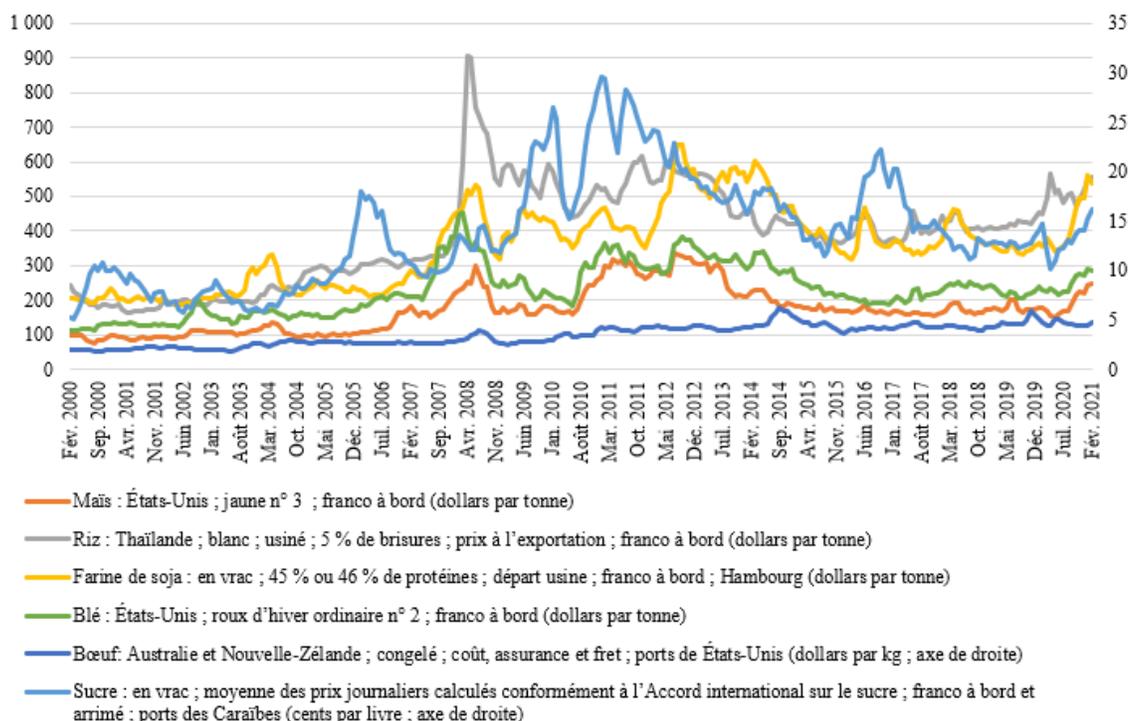
²¹ Voir www.mla.com.au/prices-markets/market-news/2021/a-year-of-challenges-for-red-meat-exports.

²² Programme alimentaire mondial, « Economic and market impact analysis of COVID-19 on West and Central Africa » (30 mars 2020).

²³ Voir www.world-grain.com/articles/14661-ingredient-markets-up-and-down-in-volatile-year.

²⁴ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/1620925745/soybeans/2021-05-01.

Figure IV
Prix nominaux de certains produits alimentaires et agricoles



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED à partir de données UNCTADstat.

12. Entre janvier et mai 2020, l'indice des graines oléagineuses de la CNUCED a reculé de 105 points à 90 points, subissant l'influence de la baisse des prix du soja liée à une demande faible et une offre abondante dans le contexte des mesures liées à la pandémie (voir fig. V). Par la suite, l'indice a rebondi et gagné 62 % pour atteindre 146 points en février 2021, soit son plus haut niveau en huit ans. La hausse de l'indice s'explique dans une large mesure par le rebond des prix de l'huile de soja et de l'huile de palme. En[tre] janvier et décembre 2020, l'indice des graines oléagineuses et des huiles végétales a gagné 28 %, alors qu'il avait cédé 3 % au cours de la période correspondante de l'année précédente.

13. Les prix de l'huile de soja ont baissé de 874 dollars par tonne en moyenne en janvier 2020 à 680 dollars par tonne en avril 2020, dans une large mesure à cause des préoccupations suscitées par l'impact de la pandémie sur la demande mondiale (voir fig. V). La tendance s'est inversée en mai 2020 et les prix ont gagné près de 50 %, pour atteindre 1 026,19 dollars par tonne en décembre 2020. Cette tendance haussière a dans une large mesure résulté de la forte demande d'importations au plan mondial, surtout en provenance de la Chine, et de la demande soutenue de l'industrie du biodiésel aux États-Unis²⁵. En janvier 2021, les prix de l'huile de soja ont poursuivi sur leur lancée haussière de sept mois, à un rythme légèrement ralenti, pour atteindre leur plus haut niveau depuis avril 2013, à 1 075,52 dollars, avant de fléchir légèrement en février 2021 à 1 032,67 dollars par tonne en moyenne. Selon les prévisions, les prix de l'huile de soja devraient augmenter en 2021, principalement du fait d'une augmentation de la demande d'une industrie du diesel en pleine croissance²⁶.

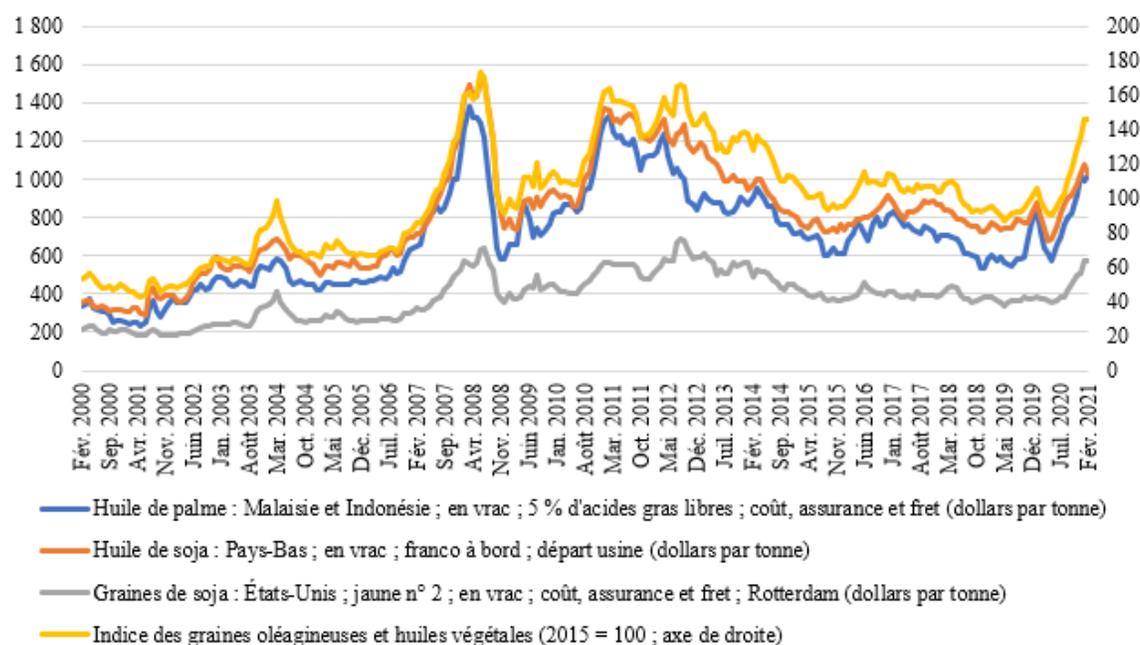
²⁵ Voir www.fao.org/3/cb2931en/cb2931en.pdf.

²⁶ Voir www.foodbusinessnews.net/articles/18741-usda-price-forecasts-for-2021-22-a-mixed-bag.

14. Les prix de l'huile de palme ont baissé, de 834,85 dollars par tonne en moyenne en janvier 2020 à 576,56 dollars par tonne en mai 2020, dans une large mesure du fait de la baisse de la demande mondiale, alimentaire et non alimentaire, suscitée par la pandémie, et du recul des prix des huiles minérales brutes (voir fig. V)²⁷. La tendance baissière s'est inversée en juin 2020 et les prix ont atteint 1 016,37 dollars par tonne en décembre 2020, soit leur plus haut niveau depuis août 2012, en raison de l'augmentation de la demande mondiale suite à l'assouplissement des confinements du début de la pandémie, mais aussi en raison des inquiétudes suscitées par les stocks limités des grands pays exportateurs²⁸. En janvier 2021, les prix ont baissé de près de 3 % par rapport au mois précédent, mais ont refait leurs pertes le mois suivant, pour s'établir à 1 017,33 dollars par tonne en moyenne, en raison d'inquiétudes suscitées par la baisse de l'offre due à de fortes pluies²⁹. Selon les prévisions, les prix devraient remonter au premier semestre 2021, du fait de stocks réduits et des perturbations causées par les fortes pluies sous l'effet du régime météorologique La Niña dans les régions productrices d'Indonésie et de Malaisie³⁰.

Figure V

Évolution des prix de certains produits de base sur le marché des graines oléagineuses et des huiles végétales



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED à partir de données UNCTADstat.

15. L'indice des produits tropicaux destinés à la préparation de boissons de la CNUCED s'établissait à 88,6 points en janvier 2020 et a fini l'année relativement inchangé, avec 88,5 points en décembre 2020 (voir fig. VI). Cette stabilité cache toutefois un recul au premier semestre 2020, du fait de la baisse des prix des produits de base constitutifs de l'indice, suivi d'une remontée au second semestre et début

²⁷ FAO, *Food Outlook: Biannual Report on Global Food Markets – juin 2020*.

²⁸ Voir www.fao.org/3/cb4547en/cb4547en.pdf.

²⁹ Ibid.

³⁰ Voir www.reuters.com/article/india-palmoil-idINL4N2GZ2RJ.

2021, pour atteindre 91,6 points en février. La pression à la hausse s'explique principalement par l'augmentation du prix du café.

16. La moyenne mensuelle de l'indicateur synthétique de l'Organisation internationale du café est passée de 107 cents par livre en janvier 2020 à 119 cents par livre en février 2021, avec des fluctuations à court terme dans l'intervalle (voir fig. VI). Au premier semestre 2020, les prix ont fluctué à la hausse comme à la baisse, pour s'établir à 99 cents par livre en juin 2020. La hausse s'explique par une poussée de la demande au début de la pandémie, cependant suivie par un recul lié à divers facteurs, dont des perspectives médiocres sur le front de la demande et la prévision d'une récolte abondante au Brésil, dans un contexte de ralentissement de la croissance économique mondiale³¹. Entre juillet 2020 et février 2021, les prix sont repartis à la hausse, pour atteindre 119,35 cents par livre, en raison de préoccupations liées à une tension temporaire de l'offre et des conditions météorologiques défavorables au Brésil, qui ont alimenté les craintes de déficit pour la saison prochaine³². Selon les prévisions, les stocks chuteront en 2021–2022 du fait de la baisse de la production en Inde et au Vietnam, ce qui imposera une pression à la hausse sur les prix³³.

17. Le prix de la fève de cacao a été volatil en 2020, mais globalement en baisse, passant d'un prix moyen de 118,07 cents par livre en janvier 2020 à 109,11 cents en moyenne en février 2021. Les fluctuations des prix dans l'intervalle ont été largement liées à une perspective de récolte favorable et à la baisse de la demande déclenchée par la pression exercée par la pandémie au cours des deux premiers trimestres de 2020³⁴, suivie par des conditions météorologiques défavorables qui devraient affecter les niveaux de production dans les principales régions productrices d'Afrique de l'Ouest³⁵, ce qui a fait remonter les cours au deuxième semestre de 2020 et jusqu'en février 2021. Selon les prévisions, la pandémie de COVID-19 en cours devrait freiner la demande en 2021 mais celle-ci devrait s'accélérer à nouveau en 2022. Une production plus importante atténuera toutefois probablement la hausse des prix en 2022³⁶.

18. Les cours du thé ont reculé d'une moyenne de 2,28 dollars par kilogramme en janvier 2020 à 1,78 dollar par kilogramme en juillet 2020, en raison d'une offre excédentaire sur le marché, en partie due à de bonnes conditions météorologiques dans les régions de production au Kenya, premier exportateur de thé, ainsi qu'à une faible demande (voir fig. VI). Dans les mois qui ont suivi, les prix ont évolué de manière erratique, les mouvements à la hausse et à la baisse se succédant pour atteindre 2,02 dollars par kilogramme en février 2021. Les fluctuations des prix s'expliquent par divers facteurs, dont la reprise de la demande, la baisse de la production causée par des conditions météorologiques défavorables³⁷ et les restrictions de mouvement liées à la pandémie³⁸. Selon les prévisions, les prix du thé seront orientés à la hausse en 2021, en raison de préoccupations quant à l'offre au Kenya et en Inde et du redémarrage de la demande³⁹.

³¹ Voir www.ico.org/documents/cy2019-20/cmr-0620-e.pdf.

³² Voir www.ico.org/documents/cy2020-21/cmr-0221-e.pdf.

³³ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/690924252/coffee/2021-05-01#.

³⁴ Voir <https://insights.abnamro.nl/en/2020/04/strong-price-fluctuations-in-sugar-coffee-and-cocoa>.

³⁵ Voir www.comunicaffe.com/cocoa-prices-rally-as-below-average-rainfalls-are-recorded-in-the-main-areas-of-west-africa.

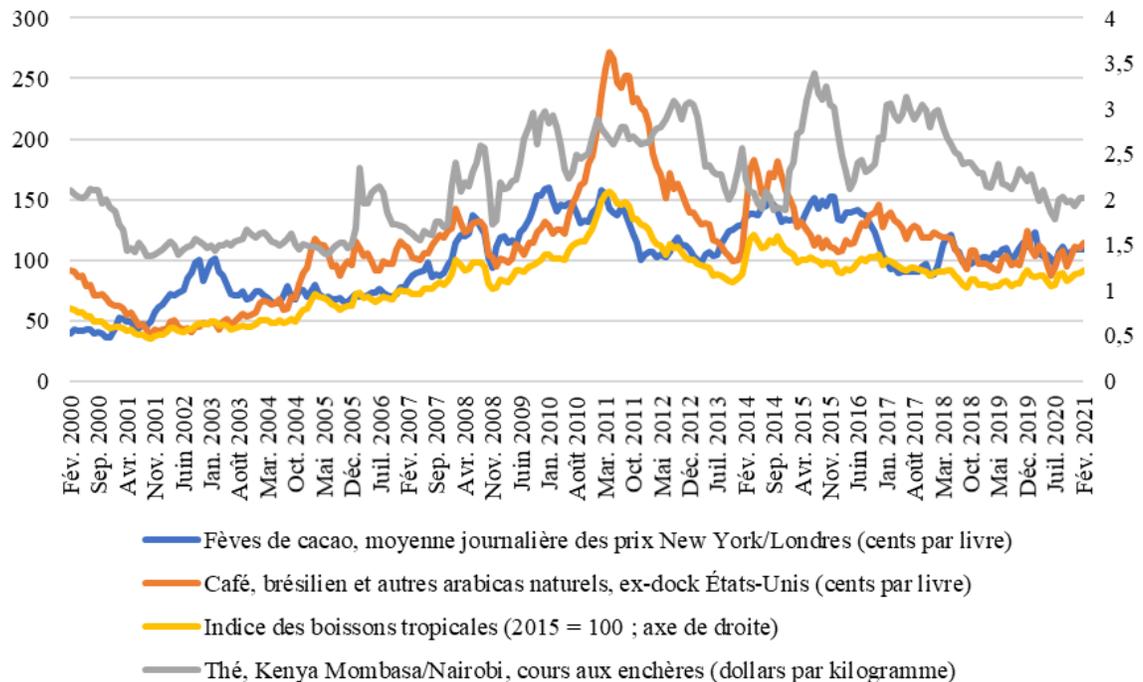
³⁶ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/1190906702/cocoa/2021-05-01#.

³⁷ Voir <https://cytonnreport.com/news/tea-prices-increase-as-production-is-expected-dip>.

³⁸ Voir www.reuters.com/article/india-tea-output-idUSKBN2A41UP.

³⁹ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/560986239/tea/2021-06-01.

Figure VI
Évolution des prix de certains produits tropicaux destinés à la préparation de boissons



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED à partir de données UNCTADstat.

19. L'indice des matières brutes d'origine agricole de la CNUCED a reculé de 99 points en janvier 2020 à 90,48 points en mai 2020, principalement du fait de la baisse des prix du caoutchouc et du coton, qui sont les produits de base constitutifs de l'indice. En juin 2020, la tendance à la baisse s'est inversée et l'indice a progressé dans les mois qui ont suivi pour atteindre 110,39 points en février 2021, pour l'essentiel à cause du rebond des prix du caoutchouc. L'indice a gagné 22 % entre juin 2020 et février 2021.

20. L'indice A des prix du coton, qui sert de référence pour les cours mondiaux du coton, a cédé près de 20 %, le prix moyen chutant de 1,74 dollar par kilogramme en janvier 2020 à 1,40 dollar par kilogramme en avril 2020, soit son plus bas niveau depuis mars 2009 (voir fig. VII). Ce recul s'explique dans une large mesure par la baisse de la consommation mondiale déclenchée par la pandémie⁴⁰. Les prix sont repartis à la hausse en mai 2020, pour atteindre 2,05 dollars par kilogramme en février 2021, en raison d'une combinaison d'augmentation de la demande stimulée par un dollar faible⁴¹ et de reprise de la croissance de la consommation, en Chine en particulier⁴². Selon les prévisions, la production mondiale affichera une baisse pour la saison 2020–2021, les prix bas et les préoccupations de sécurité alimentaire ayant entraîné une baisse des surfaces plantées dans certains pays, tandis que la consommation devrait augmenter⁴³. Une pression à la hausse des prix est donc probable.

⁴⁰ Voir <https://icac.org/News/NewsDetails?NewsId=2336&YearId=2020>.

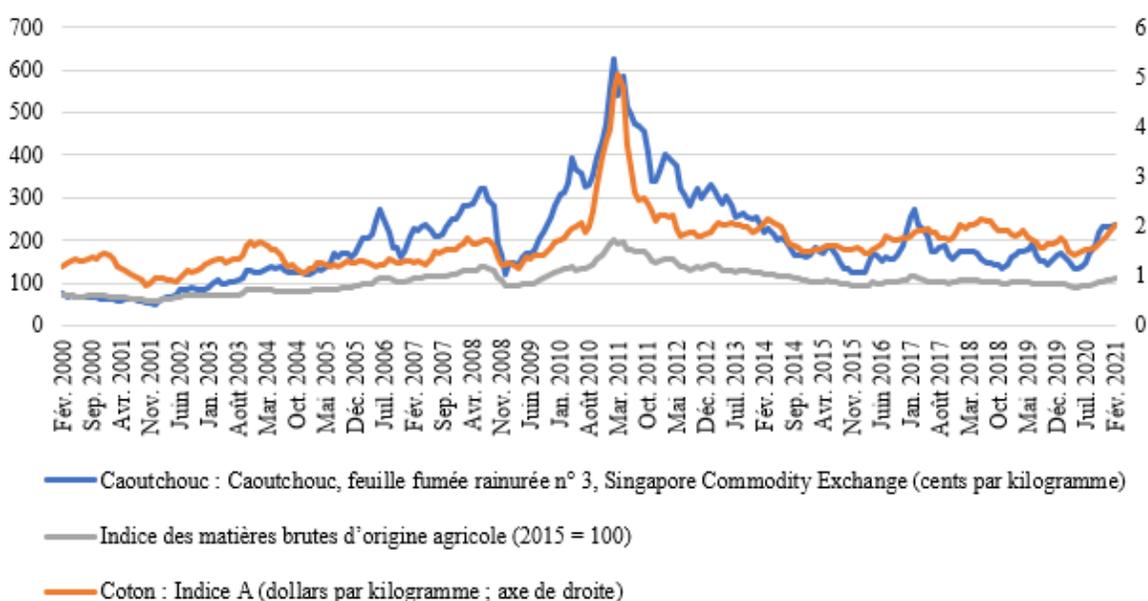
⁴¹ Voir www.fao.org/3/ne984en/ne984en.pdf.

⁴² Voir www.cotlook.com/information-2/cotlook-monthly/january-2021-market-summary.

⁴³ International Cotton Advisory Committee, « Annual report 2020 » (Washington, D.C., 2020).

21. Les prix du caoutchouc naturel ont affiché un repli, de 168,34 cents par kilogramme en moyenne en janvier 2020 à 133,42 cents par kilogramme en avril 2020, soit son plus bas niveau depuis octobre 2015 (voir fig. VII). Cette baisse s'explique dans une large mesure par la réduction de la demande causée par le ralentissement de l'activité économique lié à la pandémie. En mai 2020, la tendance baissière s'est inversée et les prix ont regagné 75 %, pour atteindre 234,61 dollars en moyenne en février 2021, les inquiétudes suscitées par la pandémie entraînant une augmentation de la demande de produits à base de caoutchouc comme les gants de protection, mais aussi en raison d'un rebond des secteurs manufacturiers et de l'industrie automobile en Chine et en Inde⁴⁴. Selon les prévisions, l'offre restera stable tandis que la demande continuera à augmenter parallèlement au rétablissement de l'industrie automobile mondiale. Une pression à la hausse des prix est donc probable pour 2021⁴⁵.

Figure VII
Évolution des prix de certaines matières premières agricoles



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED à partir de données UNCTADstat et base de données Global Economic Monitor Commodities de la Banque mondiale (consultées le 1^{er} avril 2021).

Minéraux, minerais et métaux

22. L'indice des minéraux, des minerais et des métaux non précieux de la CNUCED a reculé de 132 points en janvier 2020 à 117 points en avril 2020, en raison de la baisse des prix de tous les produits de base du groupe (voir fig. VIII). Le plus fort impact sur l'indice au cours des quatre premiers mois de l'année provient toutefois de la chute des prix du cuivre et du minerai de fer, dont la pondération dans l'indice est importante. En mai 2020, la tendance à la baisse s'est inversée et l'indice a remonté de 63 %, pour atteindre 191 points en février 2021, principalement du fait du

⁴⁴ Voir www.theburreconomist.com/rubber-news/global-demand-for-rubber-gloves-continues-to-surge-during-the-pandemic.

⁴⁵ Voir www.bloomberg.com/news/articles/2021-05-19/rubber-giant-sees-prices-rising-on-jump-in-auto-sales-and-travel.

rebond des prix du minerai de fer et du cuivre. À son niveau de février, l'indice était de près de 14 % plus élevé qu'un an auparavant.

23. Les cours du minerai de fer ont décliné, passant d'un prix moyen de 96 dollars par tonne sèche en janvier 2020 à 85 dollars par tonne sèche en avril 2020, en raison de la baisse de la demande résultant d'un ralentissement de l'activité économique déclenché par la pandémie (voir fig. VIII). Cette baisse de l'activité des utilisateurs finaux dans les secteurs de la construction, de l'automobile, de l'industrie manufacturière et des autres applications industrielles a joué un rôle majeur dans le fléchissement des cours. En mai 2020, la tendance baissière s'est inversée et les cours ont rebondi de 80 %, à une moyenne de 169,63 dollars par tonne sèche en janvier 2021, soit le cours le plus haut depuis septembre 2011, avant de reculer légèrement en février à 163,8 dollars par tonne sèche en moyenne. L'augmentation des prix est dans une large mesure liée à celle de la demande chinoise, en partie du fait des mesures de relance liées à la pandémie⁴⁶ et des tensions de l'offre dues à des perturbations de la production liées aux conditions météorologiques et à la pandémie au Brésil, deuxième producteur mondial⁴⁷. Les prix devraient baisser d'environ 50 % d'ici à la fin 2022, la production des mines brésiliennes remontant régulièrement jusqu'à retrouver des niveaux normaux fin 2021⁴⁸.

24. Les cours du cuivre ont décliné, passant d'un prix moyen de 6 031 dollars par tonne en janvier 2020 à 5 058 dollars par tonne en avril 2020, du fait d'une combinaison de fléchissement de la demande dû au ralentissement de l'activité industrielle et d'augmentation des stocks (voir fig. VIII). Les prix ont rebondi en mai 2020 et gagné 72 % pour atteindre un cours moyen de 8 471 dollars par tonne en février 2021, soit leur niveau le plus élevé depuis août 2011. Cette hausse des prix s'explique par un certain nombre de facteurs, dont les investissements dans les infrastructures liés aux mesures de relance en Chine, qui ont contribué à une reprise de la demande, dans un contexte d'amélioration de l'activité économique mondiale et d'achats spéculatifs⁴⁹. Le mouvement à la hausse des prix s'explique aussi par les tensions sur l'offre du fait des mesures liées à la pandémie, dont l'arrêt de la production dans des grands pays producteurs comme le Chili et le Pérou⁵⁰. Selon les prévisions, les prix vont se maintenir sur cette tendance jusqu'en 2022, en raison d'une forte demande et d'une offre limitée⁵¹.

25. Les cours de l'aluminium ont suivi une tendance baissière pendant les quatre premiers mois de 2020, passant d'un cours moyen de 1 773 dollars par tonne en janvier 2020 à 1 460 dollars par tonne en avril 2020 (voir fig. VIII). Cette baisse s'explique par une combinaison de niveaux de production élevés du fait de la poursuite de l'activité des fonderies malgré la baisse des prix, le coût associé à l'arrêt d'une fonderie étant élevé, mais aussi du ralentissement de la demande des utilisateurs finaux des secteurs de l'automobile et de la construction, lié à la pandémie⁵². Cette tendance baissière s'est inversée en mai 2020 et les prix ont gagné 49 %, pour atteindre un cours moyen de 2 078,59 dollars en février 2021. Cette hausse a été dans une large mesure suscitée par la reprise de l'activité économique mondiale, qui a entraîné une amélioration de l'activité industrielle et de la demande dans le secteur

⁴⁶ Voir www.cnbc.com/2020/08/21/iron-ore-prices-hit-multi-year-highs-on-china-infrastructure-investment.html.

⁴⁷ Voir www.mining.com/rising-supplies-set-to-undermine-iron-ore-price-rally.

⁴⁸ Voir www.mining.com/top-iron-ore-producer-forecasts-50-fall-in-price.

⁴⁹ Voir www.reuters.com/article/global-metals-idUSL1N2JP10J.

⁵⁰ Voir www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/metals/011821-copper-price-to-rise-in-2021-analysts.

⁵¹ Voir www.metalbulletin.com/Article/3964633/Goldman-Sachs-expects-copper-price-to-break-all-time-high-in-2022.html.

⁵² Voir www.reuters.com/article/metals-aluminium-at-home-idUSL5N2CA4W9.

automobile, sur fond de baisse des stocks et de spéculation⁵³. Selon les prévisions, les prix devraient augmenter en 2021 en raison d'une demande accrue et soutenue des secteurs de l'automobile et de l'aéronautique et d'une faible croissance de l'offre, le marché restant tendu et les stocks modestes⁵⁴.

26. Les cours du zinc ont baissé de 115 cents par livre en moyenne en janvier 2020 à 94 cents par livre en avril 2020, dans une large mesure en raison d'une offre excédentaire et de la chute de la demande résultant du ralentissement de l'activité économique mondiale qui a affecté des industries d'utilisateurs finaux majeurs comme les constructeurs automobiles (voir fig. VIII). Les prix ont rebondi en mai, pour atteindre 134 cents par livre en décembre 2020, en raison de divers facteurs, dont un rebond de l'activité économique suite à l'assouplissement de certaines mesures liées à la pandémie et le resserrement de l'offre due en partie à l'interruption de l'exploitation de la mine de San Cristobal dans l'État plurinational de Bolivie, et de la mine de Gamsberg en Afrique du Sud, en raison de mesures de quarantaine dans le cadre de la pandémie de COVID-19⁵⁵. Au cours des deux premiers mois de 2021, les prix se sont stabilisés autour de 131 cents par livre. Selon les prévisions, les prix seront soutenus à court terme par la forte activité économique en Chine⁵⁶.

27. Les cours du nickel s'établissaient à 13 506,86 dollars par tonne en moyenne en janvier 2020, mais ont reculé les mois suivants jusqu'à 11 804,01 dollars en avril 2020, en grande partie du fait du début de la pandémie, qui a perturbé la demande mondiale (voir fig. VIII). La tendance s'est ensuite inversée et le cours a gagné 57 % jusqu'à atteindre un cours moyen de 18 584,38 dollars par tonne en février 2021, soit son niveau le plus élevé depuis août 2014. La hausse des prix s'explique par une combinaison de facteurs, dont la perturbation de la production induite par les mesures liées à la pandémie, les restrictions d'exportation du minerai de nickel par de gros pays producteurs et l'augmentation de la demande de batteries pour véhicules électriques⁵⁷. Les prix devraient augmenter en 2021, en partie à cause des perturbations de l'offre et de l'augmentation de la demande de nickel utilisé dans l'industrie des véhicules électriques⁵⁸.

⁵³ Voir www.mining.com/web/aluminum-commands-record-premium-in-us-amid-economic-recovery.

⁵⁴ Voir www.miningweekly.com/article/aluminium-demand-growth-will-soon-outpace-production-growth-2020-10-30.

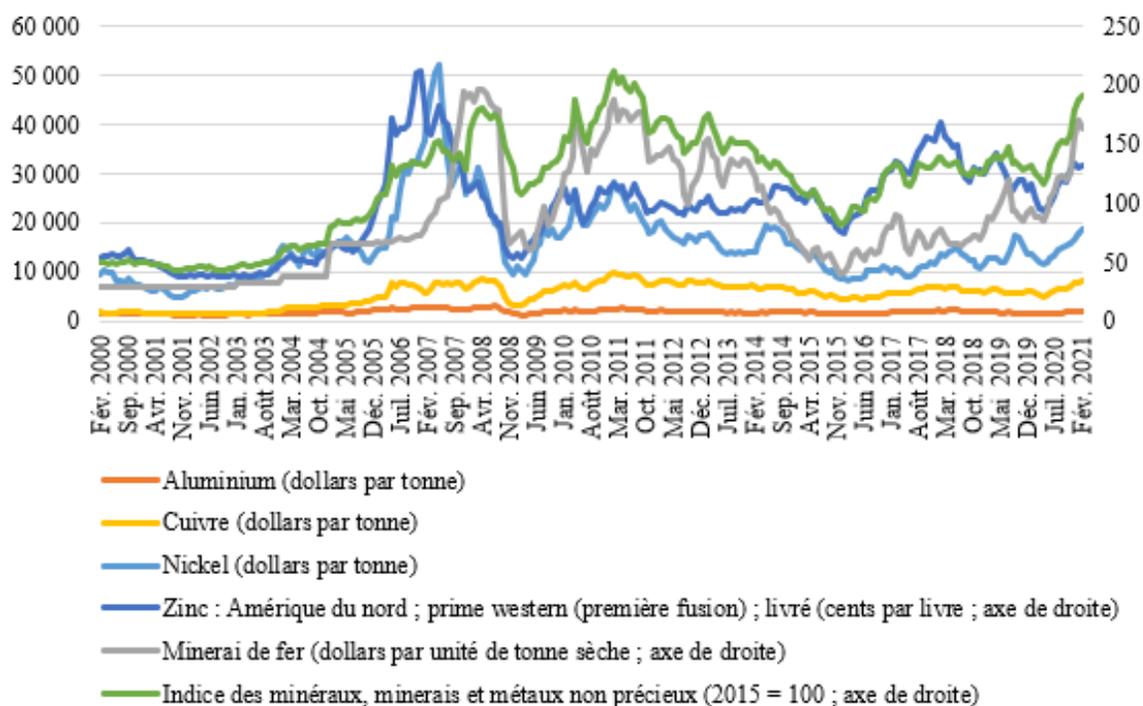
⁵⁵ Voir www.mining-technology.com/features/coronavirus-timeline.

⁵⁶ Voir www.mining.com/zinc-prices-to-rise-in-2020-lose-steam-in-2021-report.

⁵⁷ Voir www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/research/covid-19-impacts-to-metals-prices-the-end-of-the-beginning.

⁵⁸ Voir www.miningweekly.com/article/fitch-solutions-raises-nickel-price-forecast-2021-06-02/rep_id:3650.

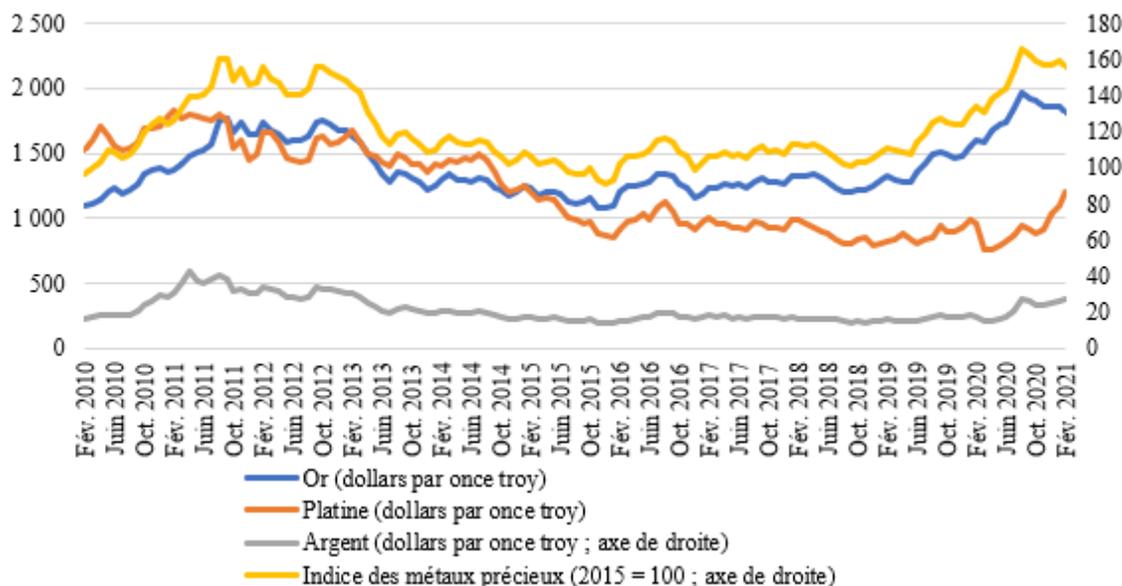
Figure VIII
Évolution des prix de certains minerais et métaux non précieux



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED à partir de données UNCTADstat et base de données Global Economic Monitor Commodities de la Banque mondiale (consultées le 1^{er} avril 2021).

28. L'indice des prix des métaux précieux de la CNUCED est passé de 131 points en janvier 2020 à 166 points en août 2020 avant de se tasser à 155 points en février 2021. La hausse a été largement motivée par l'influence de l'or, dont la pondération dans l'indice est forte (voir fig. IX). Les cours de l'argent et du platine ont fluctué à la hausse comme à la baisse au cours de la période, les baisses n'étant toutefois pas suffisamment prononcées pour peser sur l'indice. Au cours de la période comprise entre septembre 2020 et février 2021, l'indice a cédé près de 7 % du fait de la baisse du cours de l'or.

Figure IX
Évolution des prix de certains métaux précieux



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED à partir de données UNCTADstat et base de données Global Economic Monitor Commodities de la Banque mondiale (consultées le 1^{er} avril 2021).

29. Le cours de l'or s'est affiché en hausse au cours des huit premiers mois de 2020, passant d'un cours moyen de 1 560,67 dollars en janvier à 1 968,83 dollars l'once troy en août 2020 (voir fig. IX). Cela s'explique dans une large mesure par les préoccupations suscitées par un brutal ralentissement économique à l'échelle mondiale, dû à l'incertitude créée par l'apparition de la pandémie, qui a stimulé l'investissement dans l'or en tant que valeur-refuge. Par la suite, les cours ont reculé jusqu'à 1 808,17 dollars en moyenne en février 2021, en partie du fait de l'augmentation des rendements des obligations du Trésor des États-Unis, qui ont attiré les investisseurs, et de perspectives positives sur le front de la reprise économique⁵⁹. Selon les prévisions, les cours devraient être stables en 2021, mais dépendront de l'impact de la pandémie. Une chute brutale est à prévoir si le déploiement du vaccin permet de juguler la pandémie⁶⁰.

30. Le cours de l'argent a reculé de 18 dollars l'once troy en moyenne en janvier 2020 à 15 dollars l'once troy en mars 2020, en grande partie du fait d'un fléchissement de la demande, la pandémie à coronavirus ayant entraîné un ralentissement de l'activité dans les industries de l'électronique et du solaire, qui représentent plus de 50 % de la consommation. En avril 2020, la tendance s'est inversée et les cours ont évolué de manière erratique, les mouvements à la hausse et à la baisse se succédant pour atteindre un cours moyen de 27,29 dollars l'once troy en février 2021, soit le cours le plus élevé depuis mars 2013. Les fluctuations à la hausse ont été influencées par la demande croissante des investisseurs considérant l'argent comme une valeur-refuge⁶¹, tandis que l'évolution de la demande et de la production des mines a influencé les mouvements à la baisse des cours au quatrième trimestre 2020 (voir fig. IX). Selon les prévisions, les cours monteront en 2021, la

⁵⁹ Voir www.mining.com/gold-price-slides-to-10-month-low-may-fall-further.

⁶⁰ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/470675630/gold/2021-03-01#.

⁶¹ Voir www.reuters.com/article/precious-silver-idUSL1N2KG0XF.

demande dépassant l'offre en raison de l'intérêt des investisseurs pour les métaux précieux comme industriels⁶².

31. Le platine a reculé d'un cours moyen de 987,36 dollars en janvier 2020 à 753,86 dollars l'once troy en avril 2020 (voir fig. IX) en partie en raison d'un fléchissement de la demande des secteurs de l'automobile, des produits chimiques, du raffinage de pétrole et de la fabrication de verre, causé par les mesures liées à la pandémie qui ont limité l'exploitation. Cette tendance s'est inversée en mai 2020 et les cours ont gagné 60 %, pour atteindre 1 206,70 dollars l'once troy en février 2021, principalement du fait de la forte demande d'investissement et de préoccupations liées au resserrement de l'offre⁶³. Selon les prévisions, les cours devraient baisser en 2021 en raison de l'atténuation des contraintes pesant sur l'offre en Afrique du Sud, ce qui générera un modeste excédent sur le marché et ramènera la reprise de la demande aux niveaux d'avant la pandémie⁶⁴.

Combustibles

32. L'indice des prix des combustibles de la CNUCED a chuté de 112 points en janvier 2020 à 59 points en avril 2020, en raison d'une forte baisse du cours du pétrole brut, dont la pondération dans l'indice est importante, ainsi que du fléchissement des cours du charbon et du gaz naturel (voir fig. X). La tendance s'est inversée en mai 2020 et l'indice a gagné 104 % à 122 points en février 2021, en raison d'une remontée des cours de tous les produits de base constituant l'indice. Bien que le cours du pétrole brut ait baissé en septembre et en octobre, les répercussions sur l'indice ont été minimales en raison de l'effet conjugué des cours élevés du charbon et du gaz naturel, qui ont amorti les fluctuations des cours du pétrole brut.

Pétrole brut

33. Le cours du Brent, qui fait référence pour les cours du pétrole brut, a reculé d'un cours moyen de 64 dollars par baril en janvier 2020 à 23,34 dollars en avril 2020, du fait de différents facteurs, dont la baisse de la demande causée par une activité économique réduite et des perturbations des transports liées aux mesures de riposte à la pandémie, une offre de pétrole excédentaire et des stocks à des niveaux record. L'échec de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de ses alliés producteurs de pétrole à résorber l'excédent de pétrole brut sur le marché a contribué à accentuer la chute des cours. Le prix repère moyen du pétrole brut West Texas Intermediate a reculé de 71 % au cours des quatre premiers mois de 2020, à 16,52 dollars par baril, et le prix de la livraison en mai 2020 est passé en dessous de zéro dollar par baril, le manque d'espace de stockage, entre autres, ayant amené les producteurs à offrir de payer les acheteurs pour prendre les barils de pétrole⁶⁵. Entre mai 2020 et février 2021, les cours des indices Brent comme West Texas Intermediate ont rebondi à 61,96 dollars et 59,06 dollars par baril, respectivement, dans une large mesure du fait de réductions de la production des membres de l'OPEP et de leurs partenaires⁶⁶. Selon les prévisions, une forte reprise de la demande est attendue pour 2021, avec l'apaisement des préoccupations liées à la pandémie du fait d'un déploiement massif du vaccin. Les objectifs de production des membres de l'OPEP

⁶² The Silver Institute, *World Silver Survey 2021* (Londres, 2021).

⁶³ Voir www.mining-journal.com/pgms/news/1405389/platinum-market-to-remain-in-deficit-in-2021-wpic.

⁶⁴ Voir www.miningreview.com/gold/commodity-outlook-precious-metals.

⁶⁵ Voir www.bnnbloomberg.ca/negative-prices-for-oil-here-s-what-that-means-1.1424306.

⁶⁶ Voir www.opec.org/opec_web/en/press_room/6257.htm.

et de leurs partenaires devraient toutefois être revus à la hausse plus tard dans l'année, ce qui devrait ralentir la progression des prix⁶⁷.

Charbon

34. Les cours du charbon thermique australien ont reculé régulièrement de 69,66 dollars par tonne en janvier 2020 à 50,14 dollars en août 2020. La tendance baissière s'explique principalement par une offre excédentaire et une demande médiocre du fait des mesures liées à la pandémie⁶⁸. Dans les mois qui ont suivi, les prix du charbon ont gagné 73 %, pour atteindre 86,74 dollars par tonne en février 2021. La trajectoire haussière a été largement stimulée par la hausse de la demande en Asie, du fait de la reprise économique de la région, du temps froid et des tensions géopolitiques entre la Chine et l'Australie⁶⁹. Selon les prévisions, la demande augmentera en 2021⁷⁰ dans un contexte de croissance modérée de l'offre, ce qui pourrait pousser les prix à la hausse.

Gaz naturel

35. Les trois principaux marchés sur lesquels est négocié le gaz naturel, à savoir le marché du centre Henry Hub (États-Unis), l'Europe et le Japon, ont connu de fortes fluctuations des cours en 2020 et dans les premiers mois de 2021. Le cours moyen mensuel du gaz naturel sur le marché du centre Henry Hub (États-Unis) a reculé de 2,03 dollars par million d'unités thermiques britanniques (BTU) en janvier 2020 à 1,61 dollar par million BTU en juin 2020. La baisse des cours s'explique dans une large mesure par une combinaison de facteurs, dont la douceur du temps début 2020, suivie par le ralentissement économique provoqué par les mesures liées à la pandémie⁷¹. La tendance s'est inversée en juillet et les cours ont grimpé à 5,07 dollars en février, en raison de la reprise de la demande sur fond de baisse des niveaux de production de gaz naturel. Selon les prévisions, les cours sur le marché du centre Henry Hub s'établiront à 3,14 dollars par million BTU en moyenne en 2021, du fait de l'augmentation de la demande intérieure, des exportations de gaz naturel liquéfié et de la baisse de la production⁷².

36. Le cours moyen mensuel du gaz sur le marché européen a reculé de 3,63 dollars par million BTU en janvier 2020 à 1,58 dollar par million BTU en mai 2020, avant de se reprendre et d'atteindre 6,16 dollars par million BTU en février 2021. Cette baisse s'explique dans une large mesure par la baisse de la consommation de gaz naturel due aux mesures liées à la pandémie, à la douceur des températures et à une forte production d'énergie d'origine éolienne⁷³. La reprise a été largement stimulée par l'augmentation de la demande et l'inquiétude suscitée par le resserrement de l'offre⁷⁴.

37. Le cours moyen mensuel du marché japonais du gaz naturel liquéfié a été relativement stable au premier trimestre 2020, à 10 dollars par million BTU environ, mais a baissé de 42 % aux deuxième et troisième trimestres, à 5,88 dollars par million BTU en septembre 2020. Cette baisse s'explique dans une large mesure par une combinaison de facteurs, au nombre desquels les niveaux de stocks élevés et les effets

⁶⁷ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/520717435/crude-oil/2021-03-01.

⁶⁸ Voir www.eiu.com/industry/commodities/article/450047828/coal/2020-09-01.

⁶⁹ Voir www.ft.com/content/ceffdada-e4bb-4ef1-99cc-c9713d729de9.

⁷⁰ Voir www.ica.org/news/a-rebound-in-global-coal-demand-in-2021-is-set-to-be-short-lived-but-no-immediate-decline-in-sight.

⁷¹ Voir <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=44337>.

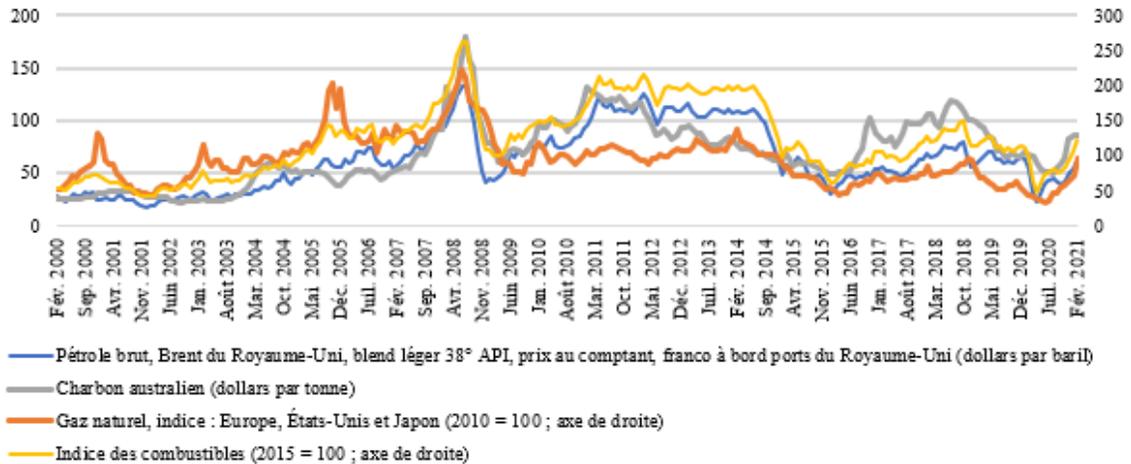
⁷² Ibid.

⁷³ Agence internationale de l'énergie, *Gas 2020* (Paris, 2020).

⁷⁴ Voir www.cedigaz.org/quarterly-report-q3-2020-international-natural-gas-prices.

de la pandémie sur la demande. Par la suite, les cours ont rebondi pour atteindre 9,88 dollars par million BTU en février 2021, soutenus par la forte demande de la Chine, un hiver froid, des stocks réduits et une forte augmentation des coûts du fret⁷⁵ (voir fig. X).

Figure X
Évolution du prix de certains combustibles



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED à partir de données UNCTADstat et base de données Global Economic Monitor Commodities de la Banque mondiale (consultées le 1^{er} avril 2021).

Énergies renouvelables

38. La capacité totale de production d'énergie d'origine renouvelable a progressé de 2 538 gigawatts (GW) à 2 799 GW en 2020. L'essentiel de la contribution à cette progression est à mettre sur le compte de l'énergie solaire, avec 127 GB, suivie par l'énergie éolienne, avec 111 GW, puis l'énergie hydroélectrique, avec 20 GW. La bioénergie et l'énergie géothermique ont apporté des contributions plus modestes de 2 GW et 164 mégawatts respectivement (voir fig. VI)⁷⁶. La progression de l'expansion des énergies d'origine renouvelable en 2020 a été dans une large mesure stimulée par la Chine, qui en est le premier producteur. L'avancée de ces énergies renouvelables reflète la progression rapide et croissante de leur utilisation et le ralentissement de l'expansion des capacités de production d'énergies non renouvelables⁷⁷. Selon les prévisions, la production d'électricité d'origine renouvelable progressera de plus de 8 % en 2021, pour atteindre 8 300 terawattheures, soit la croissance la plus rapide d'une année sur l'autre depuis les années 1970⁷⁸. Les deux tiers environ de la croissance des énergies d'origine renouvelable devraient provenir du photovoltaïque et de l'éolien. Il est prévu que la Chine représente près de la moitié de l'augmentation mondiale de la production d'électricité d'origine renouvelable en 2021, suivie par les États-Unis, l'Union européenne et l'Inde⁷⁹ (voir fig. XI).

⁷⁵ Voir www.argusmedia.com/en/news/2178177-japans-lng-stocks-on-the-rise.

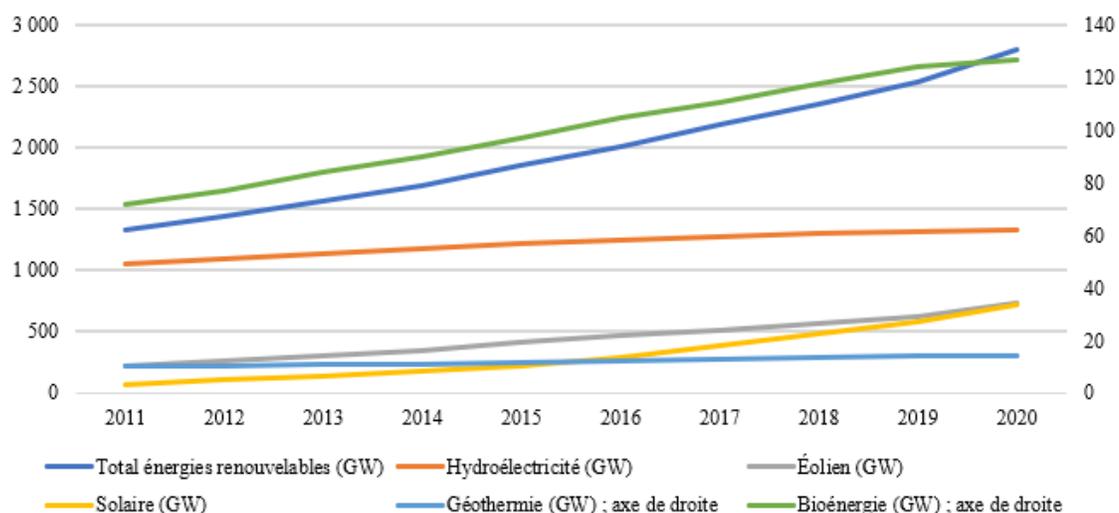
⁷⁶ Voir www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2021/Apr/IRENA_RE_Capacity_Highlights_2021.pdf?la=en&hash=1E133689564BC40C2392E85026F71A0D7A9C0B91.

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Voir www.ica.org/reports/global-energy-review-2021/renewables.

⁷⁹ Ibid.

Figure XI
Production d'énergie renouvelable, par type



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED à partir de données de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, *Statistiques de capacité renouvelable 2021*, Abou Dhabi.

III. Questions de politique générale soulevées par les évolutions récentes sur les marchés

39. Les tendances de marché analysées dans le présent rapport font état d'un recul marqué du cours de la plupart des produits de base au cours des quatre ou cinq premiers mois de 2020. Cet épisode a été suivi d'une période de rebond pendant laquelle certains produits de base agricoles (blé, soja et huile de palme) et métaux (nickel, cuivre et argent) ont atteint leurs plus hauts niveaux depuis plusieurs années. Ces fluctuations ont des conséquences non négligeables pour les pays en développement dépendant des produits de base. Par exemple, une augmentation des prix des produits de base peut contribuer à une amélioration des recettes d'exportation et des recettes fiscales des pays exportateurs, leur permettant ainsi d'augmenter les dépenses et investissements de l'État. À l'inverse, une baisse des prix des produits de base peut entraîner des insuffisances de revenus des exportations et de recettes fiscales et l'incapacité des États à fournir les biens et services de base et menacer leur capacité à faire face à leurs dettes. Une importante volatilité des cours sape les efforts de développement des pays en développement dépendant des produits de base, en ceci qu'elle peut décourager l'investissement, creuser les déficits commerciaux et aggraver la pauvreté des ménages.

40. Les recettes d'exportation sont essentielles pour les pays en développement dépendant des produits de base dans le contexte de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, puisque les pays en développement ont besoin de mobiliser des ressources pour réaliser les objectifs de développement durable. Ce chapitre passe en revue les stratégies et recommandations visant à renforcer la résilience des pays en développement dépendant des produits de base aux chocs subis par les prix et à tirer des revenus de sources diverses et plus durables, afin d'aplanir la voie de la croissance et du développement équitables.

A. Diversification, création de valeur ajoutée et industrialisation

41. Les pays en développement dépendant des produits de base peuvent appliquer deux grandes stratégies de diversification pour atténuer leur exposition à la volatilité des cours sur les marchés internationaux. L'une de ces approches consiste à opter pour une diversification horizontale, en exportant des produits de base non traditionnels (fruits, fleurs coupées, épices, etc.) et des cultures d'exportation traditionnelles menées en agriculture biologique et vendues plus cher dans les pays industrialisés. Cela peut leur permettre d'élargir leurs marchés, de stimuler la croissance de leurs exportations et de compenser le manque à gagner résultant du recul des ventes de produits d'exportation existants, et donc de stabiliser leurs recettes d'exportation. Pour que cette stratégie soit couronnée de succès, elle doit cependant cibler des produits de base ou autres produits qui ne sont pas exposés à des risques de cours identiques ou similaires. L'autre approche consiste à se diversifier verticalement, en créant de la valeur ajoutée. Pour y parvenir, il s'agit de démarquer un produit traditionnel par sa qualité, son origine ou sa méthode de production, afin de créer un produit essentiellement nouveau. Si la transformation du produit de base initial n'est pas suffisamment profonde, il peut sembler qu'un nouveau produit a été créé, mais celui-ci peut toujours être affecté par les mêmes problèmes qui frappaient les produits de base initiaux⁸⁰. L'approche de la création de valeur ajoutée peut stimuler la croissance d'autres secteurs par le développement de liens et éventuellement susciter le développement industriel de pays en développement dépendant des produits de base. Les stratégies de diversification décrites plus haut peuvent contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable n° 8 (Promouvoir un travail décent et une croissance économique soutenue) et n° 9 (Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable et encourager l'innovation).

42. Le développement d'activités locales créatrices de valeur ajoutée et l'enrichissement des ressources naturelles pourraient accélérer le développement industriel dans les pays en développement dépendant des produits de base, s'ils pouvaient bénéficier des politiques d'appui appropriées. Les exemples de telles politiques comprennent des mesures pour attirer l'investissement dans le secteur, la promotion des transferts de technologie, du développement des compétences et de liens de production avec le secteur industriel local (en amont, avec la fourniture d'intrants, en aval, avec la transformation des produits de base, et horizontaux, les capacités développées dans le cadre des liens amont et aval dans le secteur des produits de base servant les besoins d'autres secteurs)⁸¹. Ces liens peuvent encore être étendus, car le secteur des produits de base a besoin d'intrants uniques, dont beaucoup peuvent être utilisés pour promouvoir des capacités industrielles (mais aussi agricoles et de services) locales distinctes⁸².

43. Pour mettre en œuvre une stratégie de diversification qui réussisse, la plupart des pays en développement dépendant des produits de base doivent surmonter plusieurs contraintes, dont le manque d'expérience et de connaissances en matière de fabrication et de commercialisation de produits de base non traditionnels sur les marchés internationaux, l'inadéquation des infrastructures, l'accès limité aux financements pour les nouvelles industries, la faiblesse des capacités technologiques, les lacunes réglementaires et du cadre juridique qui nuisent à la fluidité des affaires et augmentent les risques pour la rentabilité des nouveaux investissements⁸³. Parmi

⁸⁰ Voir [TD/B/C.1/EM.10/2](#).

⁸¹ Raphael Kaplinsky, « Commodities for industrial development: making linkages work », document de travail 01/2011 (Vienne, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, 2011).

⁸² Ibid.

⁸³ Voir [TD/B/C.1/MEM.2/42](#).

les autres contraintes susceptibles de constituer des obstacles à la diversification des pays en développement dépendant des produits de base figurent les règles du commerce international comme la progressivité des droits et les crêtes tarifaires, ainsi que les mesures non tarifaires telles que les normes sanitaires et phytosanitaires imposées pour se conformer aux normes en matière de santé et de qualité, d'emballage et d'étiquetage. Globalement, ces contraintes se sont avérées un fardeau qui freine la progression vers l'ouverture d'une stratégie de diversification.

44. Malgré ces obstacles, quelques pays en développement dépendant des produits de base sont parvenus à mettre en place des stratégies de diversification pour réduire leur vulnérabilité à la volatilité des cours. Par exemple, le Costa Rica s'est diversifié en passant d'une exportation traditionnelle de café à l'exportation de produits non traditionnels comme les ananas, dont il est désormais le premier exportateur mondial⁸⁴. Le développement du secteur de l'ananas a également ouvert la voie à l'exportation de produits à base d'ananas comme les ananas congelés, séchés, en jus et sous forme de concentré. Le Costa Rica est parvenu à diversifier ses exportations au fil du temps, non seulement en étendant ses exportations agricoles au-delà des produits de base traditionnels pour lui, à savoir la banane et le café, mais aussi en développant des entreprises manufacturières évoluées et axées sur l'exportation, ainsi que le secteur des services. Un autre exemple de diversification réussie est celui du Botswana, où l'État a bénéficié de transferts de technologie et de savoir-faire et a acquis des compétences en favorisant le développement de liens productifs par l'association et la collaboration avec De Beers, première société diamantaire au monde⁸⁵. Dans une certaine mesure, cela a stimulé la participation du secteur privé à des activités créatrices de valeur ajoutée en aval, comme les entreprises de coupe et de polissage de diamant, la fabrication de bijoux comportant des diamants et les centres de négociation de diamants bruts et polis. Cette diversification a également contribué à la mise en place d'une coentreprise à parts égales entre l'État du Botswana et De Beers, dénommée Diamond Trading Company Botswana, qui est la plus grande et la plus sophistiquée des entreprises de tri et d'évaluation de diamants bruts au monde⁸⁶. L'amélioration des compétences par le développement de liens avec le secteur minier du Botswana pourrait permettre d'étendre les activités commerciales à d'autres secteurs de l'économie.

B. Résumé des recommandations

45. L'expérience du Costa Rica et du Botswana suggère que différents types de stratégies de diversification et de création de valeur ajoutée peuvent être mis en place dans un pays dépendant des produits de base. D'une part, la promotion des liens peut convenir à un pays dépendant des hydrocarbures en raison de la vaste gamme d'opportunités, de l'exploration à la production, susceptibles de motiver les entrepreneurs locaux à prendre pied dans ce secteur. D'autre part, un pays en développement dépendant des produits de base et de l'agriculture aura intérêt à considérer la création de valeur ajoutée sur le produit comme la stratégie la plus pertinente, mais aussi à se diversifier en direction de nouveaux produits et marchés⁸⁷. Chaque stratégie peut présenter des difficultés pour les pays en développement dépendant des produits de base, mais certains les ont surmontées, dont ceux mentionnés plus haut. Les recommandations qui suivent, analysées dans un rapport

⁸⁴ Voir TD/B/C.I/MEM.2/45.

⁸⁵ Voir www.debeersgroup.com/~/_media/Files/D/De-Beers-Group-V2/documents/reports/botswana/deb081-02-executivesummary.pdf.

⁸⁶ Voir www.dtcbotswana.com/about-us/home.

⁸⁷ Voir TD/B/C.I/MEM.2/42.

de la CNUCED sur la diversification et la création de valeur ajoutée⁸⁸, peuvent contribuer à encourager la diversification économique et des exportations dans les pays en développement dépendant des produits de base :

a) Étant donné que la stabilité macroéconomique est indispensable à la diversification, les pays en développement dépendant des produits de base doivent mettre en œuvre des politiques macroéconomiques, fiscales et monétaires essentiellement, qui atténuent idéalement les fluctuations des variables macroéconomiques telles que le produit intérieur brut, les taux d'inflation et de change ou, au minimum, ne contribuent pas à l'instabilité ;

b) Pour réussir, une stratégie de diversification a besoin d'accumulation de capital humain et physique, notamment en matière d'infrastructures, d'amélioration des capacités scientifiques et technologiques, et de renforcement des institutions et de la gouvernance. Les pays en développement dépendant des produits de base peuvent utiliser les rentes accumulées en période de prix élevés des produits de base ou, de manière générale, dégagées par l'exportation de ressources naturelles, pour renforcer les capacités des nouvelles branches d'activité et déployer une stratégie globale de formation à l'appui de ces processus ;

c) Fournir une assistance technique pour réduire les lacunes et asymétries de l'information, qui risquent de constituer un obstacle à la survie des nouveaux flux d'exportation. Il peut être nécessaire de fournir une assistance technique visant à garantir la conformité avec les normes des marchés étrangers et de mettre en place des agences de promotion des exportations ;

d) Encourager l'investissement direct étranger dans des segments spécifiques de la chaîne de valeur, renforcer les associations commerciales axées sur la compétitivité sectorielle et l'amélioration de la qualité, et faciliter l'acquisition ou l'innovation technologique pour résoudre des difficultés particulières ;

e) Mettre en place des incitations financières pour encourager l'établissement d'industries non traditionnelles. Il peut s'agir d'exonérations de taxes sur certaines exportations et importations de biens d'équipement, de subventions, de facilités de crédit comme des prêts à faible taux d'intérêt ou d'autres incitations à l'exportation ;

f) Analyser les produits impliqués dans le secteur présentant un besoin de diversification, en incluant les caractéristiques et opportunités, identifier les goulots d'étranglement et autres contraintes à la progression sur la chaîne de valeur ou la création de valeur ajoutée par l'amélioration de la qualité et la différenciation, et mettre en place des mesures politiques complémentaires appropriées pour répondre aux défis identifiés.

46. La CNUCED a mis en œuvre des projets qui aident les pays en développement dépendant des produits de base à diversifier leurs économies, améliorer la création de valeur ajoutée et transformer leurs secteurs de produits de base en sources majeures de croissance et de développement durable. Une activité de coopération technique récente entreprise par la CNUCED et financée par le Sous-fonds pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030 avait pour objectif global de soutenir le développement intégré de la chaîne de valeur dans quatre économies enclavées en développement dépendant des produits de base (Éthiopie, République démocratique populaire lao, Mongolie et Ouzbékistan) en améliorant leurs capacités par des politiques et stratégies de développement visant à promouvoir une meilleure

⁸⁸ Ibid.

intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales et à créer des liens de développement aux niveaux national, régional, interrégional et intercontinental⁸⁹.

47. Dans le cadre de ce projet, par des ateliers, formations, services de conseil et analyses de politiques, la CNUCED a pu : a) améliorer la capacité statistique et analytique des pays bénéficiaires en matière de formulation de politiques efficaces de promotion de l'intégration aux chaînes de valeur régionale et mondiale et de renforcement des liens de développement ; b) renforcer la capacité du secteur privé des pays bénéficiaires à évaluer les perspectives de marché, identifier les opportunités et surmonter les obstacles pour parvenir à une meilleure intégration aux chaînes de valeur régionale et mondiale. Par ailleurs, le rapport semestriel de la Division du commerce international et des produits de base intitulé *Commodities and Development Report 2021: Escaping from the Commodity Dependence Trap through Technology and Innovation* met en lumière le rôle de la technologie pour aider à rompre la dépendance vis-à-vis des produits de base et parvenir à des économies plus diversifiées.

⁸⁹ Voir <https://unctad.org/project/integrating-landlocked-commodity-dependent-developing-countries-regional-and-global-value>.